

AUCUNE casse sociale ?

Assistant(e) relation clientèle/à la rédaction ou commerciaux aux *DNA* à Strasbourg, assistant(e) commerciale au *Progrès* à Lyon, chef de publicité au *Dauphiné Libéré*, secrétaire d'agence (*DL*) en Savoie, business developer à Metz, employé de dépôt à Woippy, mais aussi parmi les 1046 postes ouverts dans le groupe Crédit Mutuel: conseiller clientèle (à Cergy Pontoise), gestionnaire d'exploitation banque privée (à Paris), responsable de point de vente (à Commercy), contrôleur de gestion junior (Euro Information Paris), juriste de marché (CIC Paris) ou directeur de caisse du Crédit Mutuel en Normandie, etc.

Voilà les postes de reclassement proposés aux 60 ouvriers touchés par l'arrêt de l'imprimerie au *Républicain Lorrain* basé à Metz. Pour la FILPAC-CGT c'est inadmissible et insultant pour les salariés.

Est-ce que M. Carli prévoit le même traitement pour les salariés de l'imprimerie de *L'Alsace* à Mulhouse s'il décide de transférer l'impression aux *DNA*? Est-ce sa manière de répondre aux obligations légales de reclassement imposées dans un PSE? La FILPAC-CGT défend un projet alternatif qui préserve l'emploi de chacun, le faisant évoluer dans son métier tout en enrichissant l'entreprise. Que ce soit à Mulhouse ou à Metz, il est hors de question de traiter les salariés avec un tel mépris. Notre actionnaire le Crédit Mutuel doit prendre les bonnes décisions, allant dans le sens du développement des journaux en préservant les emplois de toutes les familles professionnelles dans nos titres. C'est de sa responsabilité et la FILPAC-CGT, avec l'ensemble des salariés, compte bien lui faire entendre.